

**ÉGYPTE****Deux policiers tués par une bombe dans le Sinaï**

Deux policiers ont été tués et trois autres blessés dimanche par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule blindé dans le nord de la péninsule du Sinaï, a annoncé le ministère égyptien de l'Intérieur.

Un capitaine de police et un policier ont été tués dans l'explosion de la bombe dans la ville d'Al-Arich, chef-lieu du nord du Sinaï, a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Trois policiers ont également été blessés dans l'attaque, qui n'a pas été revendiquée, d'après la même source. Par ailleurs, samedi et dimanche, l'armée a découvert et fait détoner neuf engins explosifs sur une route fréquemment utilisée par les forces de sécurité dans la localité du Cheikh Zouweid, dans le nord Sinaï, a affirmé un responsable militaire.

Cette région dans l'est de l'Egypte est le bastion du groupe terroriste Ansar Beït al-Maqdess, qui s'est rebaptisé «Province du Sinaï» pour marquer son allégeance au «califat» auto-proclamé par l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (Daesh) sur une partie de l'Irak et de la Syrie.

**SELON LE HCR****Un nombre record de réfugiés recensé en 2015**

Le nombre de déplacés à travers le monde recensés jusqu'au mois de juin 2015 a atteint un «chiffre record» estimé à 60 millions de personnes, a indiqué dimanche à Alger, le représentant du HCR en Algérie, Hamdi Boukhari, expliquant que les conflits armés, les guerres civiles et les violations des droits de l'Homme en sont les principales causes.

«Le rapport du HCR (Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés) indique que 60 millions de déplacés ont été enregistrés jusqu'à juin 2015», a déclaré M. Boukhari, en marge d'une rencontre organisée par le Croissant-Rouge algérien (C-RA) sur la situation des réfugiés sahraouis.

Il a expliqué, à ce propos, que sur les 60 millions, 20 millions sont des réfugiés alors que le nombre restant représente les personnes déplacées en interne, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas quitté le territoire de leurs pays. Interrogé sur les causes principales de ces mouvements, le responsable a cité, entre autres, les conflits armés, les guerres civiles et les violations des droits de l'Homme.

La même source a souligné que la région du Moyen-Orient présentait la situation la plus «préoccupante», citant le cas des Syriens, dont le nombre de déplacés «a atteint les 7 millions» depuis le début de la crise dans ce pays.

Hamdi Boukhari a estimé, à cet effet, que «le HCR demeure préoccupé par les situations de réfugiés qui durent dans le temps», donnant l'exemple «des réfugiés sahraouis qui font face à une situation difficile».

**YÉMEN****Les loyalistes prennent la capitale de la province d'Abyane aux rebelles**

**Les forces loyalistes ont pris tôt dimanche le contrôle de Zinjibar, capitale de la province yéménite d'Abyane (sud), aux rebelles chiïtes Houthis, ont indiqué des sources militaires.**

A la faveur d'une offensive lancée à partir d'Aden, la grande ville du sud du Yémen, ces forces, soutenues par l'aviation de la coalition menée par l'Arabie saoudite, ont d'abord pris le contrôle des baraques de la 15<sup>e</sup> Brigade de l'armée, dont les commandants se sont alliés aux Houthis, puis sont entrés à Zinjibar, ont expliqué ces sources.

C'est le troisième succès d'affilée pour les forces loyalistes depuis la prise d'Aden, à une cinquantaine de km de Zinjibar, à la mi-juillet et plus récemment de la province de Lahj et de sa capitale Al-Houta, plus au nord.

Partis de leur fief du nord en 2014, les Houthis, soutenus par l'Iran et alliés aux militaires res-

tés fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh, ont progressivement étendu leur présence dans le pays.

Ils sont arrivés en mars à Aden, forçant le président Abd Rabbo Mansour Hadi à se réfugier en Arabie saoudite, pays à la tête d'une coalition arabe qui mène depuis fin mars une campagne aérienne contre les rebelles.

Dimanche à Zinjibar, les forces loyalistes, équipées de blindés fournis par la coalition, s'employaient à renforcer leurs positions, selon les mêmes sources militaires, citées par des médias.

De nombreux civils sont revenus inspecter leurs habitations mais certains ont été tués ou blessés par des mines plan-



Photo : DR

**Les blindés des loyalistes à Zinjibar.**

tées par les Houthis, a indiqué un responsable des secours à Aden.

Al-Khadr Lassouer, qui dirige le département de la santé d'Aden, cité par l'AFP, a précisé que 19 personnes, dont des civils, ont été tuées par ces

mines, et 163 autres blessées samedi et dimanche à Zinjibar et ses environs.

Depuis le début du conflit au Yémen il y a plus de quatre mois, près de 4 000 personnes ont été tuées, pour moitié des civils, selon l'ONU.

**CONFLIT SYRIEN****Lavrov dénonce les «accusations infondées» sur la présence d'armes chimiques en Syrie**

**Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a dénoncé dimanche les «accusations infondées» selon lesquelles la Syrie conserve encore des armes chimiques, se félicitant du succès de l'opération visant à leur destruction.**

«Ce problème (dans une référence aux stocks syriens d'armes chimiques) a été résolu avec succès», a souligné M. Lavrov, dans un communiqué.

«Parfois des déclarations affirment qu'il pourrait y avoir des armes chimiques non déclarées en Syrie. Cela est en cours de vérification, nous devons éviter les accusations infondées», a-t-il ajouté.

Le ministre a assuré avoir «toutes les raisons de croire que la Syrie continuera de coopérer étroitement». Damas a détruit tout son arsenal chimique, aux termes d'un accord américano-russe de septembre 2013 qui lui a permis d'éviter des frappes occidentales. Le ministre russe a réitéré l'appui de Moscou au président syrien Bachar Al-Assad, estimant que la coalition dirigée par les Etats-Unis devrait surmonter son «refus persistant» de coopérer avec Damas dans la lutte contre le groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech). M. Lavrov doit rencontrer mardi à Moscou son homologue saoudien Adel Al-Jubeir pour débattre notamment de la situation en Syrie, et également au Yémen. Les déclarations du haut diplomate russe interviennent au moment

où le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé à l'unanimité de former un groupe d'experts pour identifier les responsables des attaques chimiques survenues en Syrie, la Russie s'étant ralliée à une résolution américaine en ce sens.

Washington, Londres et Paris, qui ont coparrainé le texte, accusent l'armée syrienne d'avoir mené depuis 16 mois des attaques au gaz de chlore, notamment dans le nord-ouest de la Syrie, ce que rejette catégoriquement Damas, imputant ces attaques aux rebelles, qui ont multiplié ce genre d'agressions depuis le début du conflit dans le pays en 2011.

La Russie affirme qu'il n'existe pas pour l'instant de preuve de la culpabilité de Damas.

**AFGHANISTAN****Un nouvel attentat taliban fait au moins 21 morts**

**Un attentat des rebelles talibans a tué 21 personnes en Afghanistan, dernière attaque d'une série qui ensanglante le pays, au moment où la nouvelle direction des insurgés semble vouloir montrer sa détermination à poursuivre le djihad entamé sous la férule du défunt mollah Omar.**

Selon le ministère afghan de l'Intérieur, les 21 victimes de cette attaque survenue samedi soir sont toutes des civils, mais pour les autorités locales, il s'agit de miliciens antitalibans. Cette nouvelle attaque survenue dans la province de Kunduz (nord) s'inscrit dans une vague de violences qui touche l'Afghanistan, et plus particulièrement Kaboul, depuis jeudi.

Trois attentats commis en plein cœur de la capitale afghane ont fait 51 morts et plus de 200 blessés, dont 27 morts lors d'un attentat suicide contre une académie de police vendredi soir. Deux de ces attaques ont été revendiquées par les talibans, dont l'insurrection, lancée suite à la chute de leur régime en 2001, s'étend désormais à la

quasi-totalité du pays. Il s'agit de la première série d'attaques d'envergure depuis la désignation du mollah Akhtar Mansour à la tête des talibans, en remplacement du mollah Omar, leur chef historique, dont la mort a été annoncée la semaine dernière.

Les circonstances de l'attentat de samedi soir à Kunduz restent pour l'heure floues. Selon le ministère de l'Intérieur, les «21 civils» ont péri dans un «attentat-suicide» dans le district de Khanabad, mais les autorités locales ont plutôt évoqué le décès de «miliciens antitalibans par une bombe artisanale. Chose certaine, les talibans ont, eux, revendiqué cette attaque.

La province de Kunduz, une région-clé pour les échanges commerciaux à la frontière avec le Tadjikistan, est devenue ces derniers mois le théâtre de très violents affrontements entre les talibans d'un côté, et l'armée et des milices à la réputation sulfureuse, de l'autre.

Signe des difficultés qu'éprouvent les forces afghanes à stabiliser le pays depuis la fin de la mission de combat de l'Otan, remplacée par une mission de conseil et de formation des troupes afghanes, les talibans

ont même réussi à progresser jusque dans les faubourgs de la ville de Kunduz, avant d'en être repoussés. Par cette cascade d'attaques, la nouvelle direction des insurgés pourrait vouloir montrer aux plus sceptiques qu'elle est toujours aussi déterminée à poursuivre le «djihad» contre les forces locales et leurs alliés de l'Otan, estiment des analystes afghans interrogés par l'AFP.

Pour Abdul Hadi Khaled, un expert afghan en sécurité, «c'est une démonstration de force». Le mollah Mansour est en effet loin de faire l'unanimité au sein de ses propres combattants. Une partie d'entre eux l'accuse d'avoir été couronné au terme d'un processus de désignation expéditif et d'avoir menti pendant deux ans sur l'état de santé du mollah Omar, qui s'est éteint en avril 2013 au Pakistan, selon les services secrets afghans.

L'annonce de la mort du mollah Omar doublée de la crise interne au sein des rebelles a d'ailleurs forcé le report de pourparlers de paix avec le gouvernement afghan entamés il y a un mois au Pakistan voisin sous la supervision de la Chine et des Etats-Unis.